

L'EDITO

par Philippe MARTIN

L'arme ultime

Quand rien ne va plus et que les Belges n'y comprennent plus rien, lorsque tout le monde est sous le coup de l'émotion et que, visiblement, ça « dysfonctionne grave » à tous les niveaux du pouvoir, alors, et seulement dans ces conditions-là, les responsables politiques acceptent d'ouvrir une commission d'enquête parlementaire.

À la fois pour connaître qui sont les coupables et pour essayer de comprendre ce qui s'est passé. Pour savoir où il y a eu des défaillances dans le chef des autorités et exorciser le mal qui a pris tout le monde au dépourvu. Et, accessoirement, pour qu'une telle épreuve ne s'abatte plus sur le pays.

Une commission d'enquête, en Belgique, c'est l'arme ultime que les partis politiques acceptent de déterrer lorsque les gens se regroupent dans la rue et allument des bougies pour réchauffer leur chagrin. C'est l'arme de la vérité et des tentatives de réconciliation. Le grand *pow wow* destiné à ressouder la nation qu'on ne convoque qu'en cas d'outrage majeur : le drame du Rwanda, l'affaire Dutroux, les tueries du Brabant...

Sur ce point, le principe est

acquis : tout le monde semble d'accord, tant au sein de la majorité que de l'opposition. Encore faut-il en déterminer le périmètre ! La commission d'enquête parlementaire sur les attentats doit-elle se limiter aux événements du 22 mars ou remonter à une époque plus ancienne ? Traiter du seul terrorisme ou élargir son champ d'investigation aux questions posées par l'échec de l'intégration dans certaines communes ? Se pencher sur les ratés de la police et de la sûreté ou étendre sa réflexion aux questions du sous-financement et des priorités imposées par le politique ?

Si, la semaine dernière, sous le coup de l'émotion, la gauche, la droite et le centre se disaient favorables à ce grand examen de conscience collectif, rien d'étonnant à ce que l'empressement ne soit déjà plus le même aujourd'hui.

C'est qu'il y a de terribles enjeux derrière ces questions. Par exemple ceux du financement de la sécurité ou de l'éducation. Sans parler des responsabilités individuelles de certains ministres ou des habitudes de cécité qui peuvent s'installer au sein d'un parti.